

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4527 - Mardi 19 Décembre 2023 - Prix : 200 Fc

PRÉSIDENTIELLE 2024 :

Début de campagne timide



CODE DE BONNE CONDUITE

5 candidats refusent de signer la charte

LIRE PAGE 3

ECO-TOURISME

Chalets Chomoni : un allié harmonie

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Ambassade du Royaume de L'Arabie Saoudite
Moroni



موروني

APPEL D'OFFRE

NOM D'APPEL D'OFFRE

Appel d'offre pour:

- Le nettoyage du bâtiment de l'ambassade.
- L'aménagement paysager des jardins et la prévention contre les insectes pour le bâtiment de l'ambassade et la résidence de l'ambassadeur.

NUMERO D'APPEL D'OFFRE

129491

LIEU ET LA DATE D'OUVERTURE DES OFFRES

- Spécialité dans le domaine du nettoyage, de l'aménagement paysager des jardins et de la lutte contre les insectes.
- Fournir tous les documents justifiant l'activité de l'entreprise

LA DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRE

Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite,
Câble de Lyon, Moroni, Comores.

Tel : +2697735845 (1016)

Mob : +2693447347

Email: acc.moemb@mofa.gov.sa

LIEU POUR RETIRER LE CAHIER DE CHARGE ET POSTULER A L'OFFRE

Du Lundi 18 Décembre 2023 Jusqu'au Vendredi
05 Janvier 2024 À 15H00

DOMAINE DE SPECIALITE

Au siège de L'Ambassade à Moroni Le Lundi 08
Janvier 2024 À 10H00

ECO-TOURISME

Chalets Chomoni : un allié harmonie

C'est à l'Est de Ngazidja dans le Washili qu'est implanté le complexe touristique Chalets Chomoni. En tout, ce sont 7 bungalows éco-responsables et un restaurant, l'Ylang, qui font face à la mer. Une expérience qui ravit les amoureux d'évasions, mais aussi les habitants de cette localité, enchantés de ce coup de projecteur sur leur ville.

"On a voulu créer un havre de paix dans ce lieu magique, tout en restant dans un esprit nature et éco-responsable ». C'est ce qu'a expliqué Josiane Keldi, coordinatrice de ce complexe touristique Chalets Chomoni, localisé dans la ville du même nom. Située à l'Est de Ngazidja dans le Washili, Chomoni est réputée entre autres, pour ses belles plages et son sable nacré. Une aubaine pour ces investisseurs qui ont eu un véritable coup de cœur pour la région. « Nous sommes situés pile face à la mer. On a une vue imprenable sur l'Océan indien mais aussi sur le massif du Karthala », explique Ahmed Keldi, co-propriétaire de cet espace d'évasion

culinaire et d'hébergement qui compte pour l'instant 7 chalets, peints dans des couleurs pastel et finement décorés.

Ahmed Keldi n'est pas inconnu du milieu de l'entrepreneuriat comorien. Il a créé le premier cyber café Haut Débit aux Comores en 2000, suivi de MAKCOM en 2004 puis MAK TECHNOLOGY depuis une douzaine d'années, une entreprise spécialisée dans les nouvelles Technologies et enfin ENERGY+, partenaire distributeur de CANAL+ aux Comores. C'est donc tout naturellement que cet expert en Vente, Management et Gestion a décidé de se tourner vers l'éco-tourisme, un secteur en développement dans le pays. « Les chalets, entièrement en bois, sont pourvus de chambres, de sanitaires, de climatiseurs et de ventilateurs. Tout fonctionne au solaire. Sur place, nous invitons les clients à adopter des gestes éco-responsables. Par exemple, en évitant de laisser la clim' tourner toute la journée », a expliqué Josiane, épouse Keldi, Consultante coordinatrice.

Chalets Chomoni est un formidable atout pour la ville de Chomoni, située à 40 min de la capi-



Une vue des Chalets Chomoni.

tale. Pour l'instant, seule une demi-dizaine d'employés y travaillent. Pour une expérience et une immersion totale, plusieurs services sont proposés sur place comme la location de voitures, des excursions sur les sites touristiques de la région ou encore la location d'un espace pour des événements. « On a le projet d'organiser dans l'îlot central qui compte le restaurant, des exposi-

tions éphémères de tableaux d'artistes locaux. Ça sera l'occasion de faire connaître leur travail et pourquoi pas, trouver des acheteurs », a expliqué Josiane Keldi.

Tout est visiblement pensé pour préserver et valoriser notre patrimoine. En contre-bas des cottages, les visiteurs ont la possibilité de visiter une minuscule mosquée vieille de 300 ans, située pile face à

la mer. « On raconte que certaines mosquées de la région ont été construites par des djinns et que les prières qui y sont faites sont aussitôt exaucées », a confié un natif de la région. Une légende qui vient rajouter de la magie à ce havre de repos et de saveurs, nouvel allié harmonie pour qui veut s'en délecter.

S.Ch



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)



Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070

Avis d'appel à candidature pour le recrutement d'un consultant en appui à la réalisation d'une étude diagnostique des Institutions Financières Décentralisées pour la numérisation des Paiements

Date de Publication : le 18 décembre 2023

1. Introduction.

Le Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier est un projet du gouvernement comorien financé par la Banque Mondiale conçu pour soutenir le développement du secteur financier et la croissance inclusive du pays. Son objectif est « d'accroître l'accès et l'usage des services financiers par la population adulte », en d'autres termes, l'objectif vise à un accroissement du taux d'inclusion financière par des investissements pour l'amélioration des systèmes de paiement, l'accès aux services financiers et une augmentation des capacités du superviseur pour garantir la stabilité et l'intégrité du secteur financier. La composante 1 vise à soutenir le développement de l'infrastructure du système de paiement et l'inclusion financière, à travers un système de transfert automatisé (SAT+), un switch national de paiement de détail. La composante vise à faciliter l'accès aux services financiers numériques et l'utilisation des grâce à l'éducation financière et numérique en mettant l'accent notamment sur les femmes et la

numérisation des paiements.

Le gouvernement Comorien avec l'appui de la Banque Mondiale à travers le PADS ont pris l'engagement de l'inclusion financière en permettant aux Comoriens dans plus grand nombre de bénéficier des services financiers à proximité et a portée de main. Afin d'assurer cette proximité des services financiers, la numérisation des paiements est une des solutions les plus pertinentes pour répondre à ce besoin.

2. Objectif de la mission :

Le PADS cherche à recruter un consultant qualifié en matière de systèmes de paiements et paiements numériques pour lui faire l'état des lieux des besoins des institutions financières aussi bien en termes d'équipements en matériel et logiciel qu'en termes de ressources humaines (renforcement de capacités, formation) pour la numérisation de leurs paiements. Il est également attendu que le consultant fasse des recommandations sur les meilleures pratiques en matière de paiements numé-

riques pour les institutions de micro finance.

3. Durée et déroulement de la mission :

La durée de la mission est de 45 jours de travail. Pendant cette période le consultant devra être présent à Moroni au moins deux fois.

4. Profil et qualification requis

Les détails sont disponibles dans les termes de références qui peuvent être demandés à l'adresse ci-dessous.

5. Dépôt des dossiers de candidature :

Les dossiers de candidature devront être envoyés ou déposés directement à l'adresse suivante :

Mme la Coordinatrice Nationale du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier au siège de la Banque Centrale des Comores sis à la Place de France Moroni-Union des Comores ou par courrier électronique aux adresses ci-dessous, mentionnant la référence « **recrutement d'un consultant en appui**

à la réalisation d'une étude diagnostique des Institutions Financières Décentralisées pour la numérisation des Paiements » sur l'objet.

Les dossiers de candidatures envoyés par e-mail doivent être regroupés en un (1) seul document PDF,

La date limite de dépôt de candidatures est prévue pour le **vendredi 29 décembre 2023 à 10 h00**. Les dossiers de candidature envoyés au-delà de cette limite ne seront pas considérés

6. Adresse :

L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Mme la Coordinatrice Nationale
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Sis à la Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel :
(00 269) 773 10 02-Poste 107

Email :

Housna.UGP@banque-comores.km
SaidAbdallah.UGP@banque-comores.km

PRÉSIDENTIELLE 2024 :

Début de campagne timide

La Commission électorale a donné le coup d'envoi de la campagne pour les élections du président de l'Union et des gouverneurs des îles de janvier 2024. Les principaux candidats ne sont pas encore entrés en jeu.

C'est le top départ pour la course à la présidentielle et aux postes de gouverneurs des îles. La campagne a démarré officiellement dimanche 17 décembre

bre dernier sur toute l'étendue du territoire national. Autorisation donnée par la Commission électorale, la Ceni. Force est de constater que cette première journée de dimanche a été boudée par les candidats. A l'exception du parti Orange qui a jeté son dévolu à Dzahani la Tsidjé, sur les hauteurs de la capitale, pour démarrer sa campagne. Les partis CRC, Juwa, eux, ils étaient aux abonnés absents, préférant repousser à plus tard leur premier contact

avec la population dans cette phase.

Le parti au pouvoir (CRC) a annoncé hier lundi avoir choisi la capitale anjouanaise pour lancer sa campagne. Le choix de Mutsamudu est tout sauf fortuit quand on sait que l'île est réputée être le fief du parti Juwa de l'opposant et ancien président Ahmed Abdallah Sambi. D'autres candidats comme l'ancien gouverneur de Ngazidja Mouigni Baraka ou encore l'ancien ministre de l'intérieur Bourhane Hamidou

n'ont pas encore annoncé où et quand comptent-ils entrer en scène. Pas plus que l'ancien ministre des affaires étrangères Aboudou Soefo.

Coté gouvernorat, à Anjouan le climat est particulièrement marqué par la mort subite de Mohamed Said Ali à la veille de l'ouverture de la campagne. Yasser Ali Assoumani, un condamné retenu candidat par la Cour suprême, a donné un petit meeting dimanche pour marquer le début de sa campagne. A Mohéli,

c'est plutôt hier lundi que des candidats comme le vice-président de l'assemblée nationale Abdallah Sarouma ou encore le médecin Abdoulanziz Hassanaly ont procédé à l'ouverture de leurs quartiers généraux respectifs. Les candidats ont jusqu'à la nuit du 12 janvier pour convaincre les électeurs. Le premier tour du scrutin est prévu pour le 14 janvier.

Andjouza Abouheir

CODE DE BONNE CONDUITE

5 candidats refusent de signer la charte

Sur six candidats à l'élection présidentielle, quatre étaient absents et les deux présents (Dr Salim Issa Abdallah et Mohamed Daoudou) ont refusé de signer la charte au motif que les absences répétitives du président de la CENI aux rencontres avec les candidats mais également l'absence des quatre autres candidats ne sont pas de nature à créer un climat de confiance.

Deux des six candidats à l'élection présidentielle du 14 janvier prochain ont répondu à l'invitation de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) pour la signature d'une charte de bonne conduite censée instaurer un climat de confiance. Mohamed Daoudou alias Kiki et Dr Salim Issa Abdallah, respectivement candidats du parti Orange et du parti Juwa refusent de signer le document pour plusieurs motifs. Ils invoquent l'absence du président de la Ceni mais aussi des quatre autres candidats. « Bien que la signature de la charte se fasse traditionnellement avant le début de

chaque campagne électorale, elle n'est pas obligatoire, selon les textes juridiques », précise Me Gréard Youssef, membre de la Ceni qui présidait cette rencontre, tout en annonçant avoir pris acte des observations faites par les deux candidats.

D'emblée, Dr Salim du parti Juwa signale au passage le non-respect des dispositions prévues dans le préambule de la charte par la Ceni. Pour lui, « cela ne nous inspire pas un climat de confiance de ce qui a été défini dans ce document ». Le candidat du parti Juwa précise que sans un plan de sécurisation des élections bien détaillé, les 5 candidats refusent d'apposer leurs signatures dans le document. « Tant que les quatre autres candidats n'acceptent pas eux aussi les principes du respect des règles de bonne conduite notamment le candidat avec lequel nous sommes en compétition, moi, personnellement je ne signe pas », lance Daoudou Abdallah Mohamed alias Kiki. Cet ancien ministre de l'intérieur a également exprimé des préoccupations quant à « l'irresponsabilité » du président Idrissa Said Ben



Mohamed Daoudou au siège de la CENI (ph archive).

Ahamada envers le processus. « C'est la deuxième fois que nous venons ici et il ne nous reçoit même pas. C'est du mépris », déplore-t-il.

Pour rappel, ce même jour, le président de la CENI en personne avait présidé une rencontre, à la demande

de 5 candidats qui exigeaient des clarifications sur 4 points, à savoir le plan de sécurisation le jour et après les élections, les listes électorales et les bureaux de vote définitifs, et enfin les membres des bureaux électoraux. Deux exigences pour lesquelles le

collectif des 5 candidats attend des garanties sérieuses, pour la tenue d'une élection libre et transparente.

Ibnou M. Abdou

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Distribution massive des moustiquaires imprégnées à Mohéli

La direction régionale de la santé de Mohéli a lancé du 04 au 10 décembre une campagne de distribution des moustiquaires imprégnées à longue durée (MILD) dans l'ensemble des régions de l'île. C'est pour lutter

contre le paludisme. La cérémonie a été organisée en présence des autorités insulaires.

Pour protéger la population contre le paludisme, une cérémonie de lancement officiel

de la distribution des moustiquaires imprégnées à longue durée s'est tenue à Mohéli le mercredi 6 décembre dernier. De nombreuses autorités dont les maires et des chefs de villages avaient pris part à cette cérémonie. Cette campagne

des MILD était prévue pour une semaine (du 04 au 10 décembre 2023). L'objectif est d'abord de sensibiliser la population sur l'évolution du paludisme dans le pays et en particulier à Mohéli, mais aussi d'inciter les citoyens à faire bon usage des moustiquaires pour l'intérêt de tous. « Nous voulons que tout le monde dorme sous des MILD. Nous allons distribuer des moustiquaires même dans les pensions de la capitale et des autres localités de l'île. Comme c'est une affaire de tous, je sollicite l'aide des chefs de villages » a expliqué la directrice régionale de la santé, Sitty Fatima Mohamed Dhakoine.

Selon les techniciens, ces moustiquaires imprégnées à longue durée protègent contre les maladies transmises par certains insectes, dont le paludisme, la dengue ou le chikun-

guya. Elles ont une double protection, à la fois mécanique et chimique». Leur efficacité de longue durée est estimée à 3 ans, ou après 15 lavages. Ces moustiquaires sont à la fois efficaces pour repousser et tuer les insectes. Elles peuvent éliminer rapidement des moustiques entrées lors de l'ouverture du moustiquaire. Elles peuvent être utilisées sans danger par des adultes, des enfants et des bébés, si les instructions d'utilisation sont respectées» a souligné Dr Kadafi lors de son intervention. Et de conclure que « malheureusement nous constatons souvent que certaines personnes utilisent ces moustiquaires pour protéger leurs plantations au lieu de se protéger eux-mêmes contre la maladie ».

Riwad



Lancement de la distribution des moustiquaires à Mohéli.



Poste Vacant : Investigateur
La Mission des Etats-Unis à Madagascar recherche des candidats éligibles et qualifiés
pour le poste de (1) Investigateur en Sécurité au sein du Bureau Régional De la Sécurité.
Le Poste est localisé à Moroni-Comores (recrutement local).

NUMERO DE L'ANNONCE: Comoros 2023-001
OUVERT A: Tous les candidats/ toutes les sources
POSTE: Investigateur de Sécurité FSN-8
DATE D'OUVERTURE: 14 décembre 2023
DATE DE CLÔTURE: 27 décembre 2023
HORAIRES DE TRAVAIL : A temps plein, 40 heures par semaine

LANGUAGE:

Anglais: niveau III (bonne connaissance pratique) en expression orale/lecture/écriture est exigé. (A tester)

Comorien: niveau IV (maîtrise) en expression orale/lecture/écriture est exigé.

Si vous souhaitez consulter l'intégralité de l'offre d'emploi et postuler, veuillez-vous rendre sur le site Seeker suivant: <https://erajobs.state.gov/dos-era/mdg/vacancysearch/searchVacancies.hms>

TOUS les candidats DOIVENT postuler en ligne et en Anglais sur le site Seeker (les candidatures sur papier ne sont plus acceptées). Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Bureau des Ressources Humaines: **Téléphone: +261 20 23 480 00 extension 2332.**

Les certificats de travail antérieurs et actuel, la carte d'identité nationale (preuve de citoyenneté), le diplôme d'études universitaires ou un diplôme supérieur, le permis de travail (pour les candidats d'autre nationalité que Comorienne) doivent être téléchargés dans le système.

EXIGENCES:

Travaillant au sein du Bureau Régional de Sécurité, l'Investigateur en Sécurité mène des investigations, maintient la liaison avec la police locale et les autres autorités responsables de la sécurité et de l'application de la loi. L'Investigateur aide l'équipe du Bureau Régional de Sécurité à coordonner la protection du personnel de la Mission et des représentants du Gouvernement Américain en visite aux Comores, à obtenir des informations concernant les menaces potentielles pour la sécurité du personnel, des installations ou des informations, et à faire des comptes rendus.

EDUCATION:

Deux (02) ans d'études universitaires minimum.

EXPÉRIENCE:

Trois ans (03) d'expériences requis au sein des forces de l'ordre, de l'armée, de la sécurité privée, ou de l'investigation.



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son Unité de Coordination du Projet (UCP), **un spécialiste en bonne gouvernance.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfaree@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 06 décembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 25 décembre 2023 à 12h00 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

Le spécialiste en bonne gouvernance de l'UCP devra :

- Avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (Bac + 5 au moins) en droit spécialisé dans le domaine de l'énergie, en économie ou gestion de l'éner-

gie, un énergéticien avec compétences en droit de l'énergie (critère éliminatoire) ;

- Avoir au minimum une expérience professionnelle de dix (10) ans dans le secteur de l'Energie par exemple en travaillant dans un organisme de régulation, un cabinet d'avocats, une organisation internationale, un cabinet de conseil, etc. ;

- Solide expérience d'au moins 5 ans dans des projets de développement, en particulier en matière de bonne gouvernance et/ou de développement institutionnel,

- Avoir réalisé au moins deux projets similaires en matière d'élaboration, de révision ou d'analyse de textes législatifs et réglementaires institutionnels dans le secteur de l'énergie

- Solide expérience dans la mise en place et d'opérationnalisation d'une agence de régulation en Afrique sub-Saharienne et/ou dans un pays de la Commission de l'Océan Indien (COI) ;

- Avoir occupé un poste d'expert/responsable sur 1-2 projets traitant des questions environnementales en particulier...

- Bonne capacité d'écoute, d'analyse et

de rédaction ;

- Sens de la communication et de relations humaines ;
- Maîtrise parfaite du français à l'oral et à l'écrit ;
- Maîtrise des outils informatiques

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 3 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat suivant sera pour une période d'une année renouvelable selon les résultats du rapport annuel et si besoin est nécessaire.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés **au Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le spécialiste en bonne gouvernance sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le spécialiste en bonne gouvernance est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

FOOTBALL

Arbitres internationaux, sept confirmations et un nouveau

Si on ne gagne pas vaut mieux ne pas perdre, on a coutume à le dire dans le milieu sportif. Cet adage semble être assimilé par le monde de l'arbitrage. Dans la nouvelle liste sortie par la FIFA pour les arbitres internationaux, les Comores à défaut de perdre des places, restent à huit (8) arbitres internationaux dont un petit nouveau.

Exit Azilani Abdoulmadjid qui sort de la liste des internationaux, Akoub Ali Soilihi devient nouvel arbitre international. Cette arrivée stabilise l'effectif des arbitres comoriens à huit. La nouvelle est notifiée par courrier envoyé au coordinateur de l'arbitrage comorien, Zeoudine Abdou. Ce courrier est une réponse à la demande soumise par le chef de département arbitrage de la FFC envoyée à la FIFA pour se fixer sur les arbitres internationaux comme c'est de coutume. « Nous vous remercions d'avoir soumis vos nominations pour les listes d'arbitres internationaux

de la FIFA pour 2024 » lit-on dans l'email envoyé par la FIFA au chef de département.

En effet, le département arbitrage de la FFC avait soumis une liste de neuf (9) arbitres, quatre arbitres centraux, quatre assistants et un arbitre de Beach-Soccer à la commission sous-division arbitrage de la FIFA. Et cette dernière a donné sa réponse le 15 décembre dernier en acceptant les huit des neuf arbitres soumis. « Nous avons le plaisir de vous communiquer les noms des officiels de match approuvés par la Commission des Arbitres de la FIFA pour les Listes Internationales 2024 (veuillez noter que les noms marqués "not accepted" ne seront pas arbitres internationaux en 2024). »

Sept des huit ont été confirmés en tenant compte de leur performance durant l'année 2023. S'agissant des arbitres centraux, le très filiforme Mohamed Athoumani Soighir trône en tête du classement des arbitres comoriens. Il sera accompagné pour l'année 2024



Mohamed Athoumani Soighir (arbitre international).

par Ansudane Soulaïmane, Mohamed Abdou Mmadi "Bachegué" et Elfachad Attoumani. En ce qui concerne les arbitres assistants, Amaldine Soulaïmane est plus que jamais dans la place, celui qui s'apprête à partir dès janvier prochain pour participer à sa troisième Coupe d'Afrique des Nations domine le classement national. Il

est suivi de Chebli Saïd Omar, Akoub Ali Soilihi le nouveau venu et Ibrahim Mohamed alias Kinko. Malheureusement, faute de compétition de Beach-Soccers, Issiaka Nadjib Issiaka seul arbitre de la discipline dans cette liste a été recalé et donc ne figure pas dans la nouvelle liste des arbitres internationaux de la FIFA.

Cette bonne note ne doit pas nous faire oublier les difficultés de l'arbitrage comorien notamment en ce qui concerne les formations locales. Durant cette année finissante, aucune formation au niveau local n'a pu être organisée faute de moyens nous dit-on du côté de la FFC. Les districts et les ligues qui sont les propriétaires des arbitres ont tout simplement mis à côté leur programme de recyclage des hommes en noirs faute toujours de moyens. La réalité par contre reste ailleurs. Si la Fédération et les autres structures du football comorien ont le devoir d'organiser ces formations locales, les principaux bénéficiaires à savoir les arbitres doivent contribuer en payant leur propre formation comme ça se fait ailleurs en Afrique et partout dans le monde. Cette culture malheureusement n'est pas encore assimilée par le milieu de l'arbitrage comorien.

Imtiyaz



APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

PAYS : Union des Comores

NOM DU PROJET : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

Numéro de Prêt/Crédit/Don : IDA Crédit No. 71290-KM, IDA Grant No. E0490-KM

Intitulé de la Mission : Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système d'information énergétique

N° de référence : KM-UCP MEEH-389218-CS-CQS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Énergie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent :

- La mise en place et mise à jour d'une base de données sur le secteur de l'énergie. Un accent sera donné sur les méthodes de collectes des données, le traitement ainsi que le processus de validation. L'objectif étant d'automatiser les collectes des données sur une base régulière.
- La spécification du système d'information énergétique dans tous ses aspects organisationnels, humains, matériels et technologies/informatique ;
- L'opérationnalisation du système d'information (serveur, logiciel de base des données, postes de travail)
- La mise en place d'un outil et méthode d'élaboration de bilans énergétiques sur une base régulière ;
- La mise en place d'un outil et méthode

pour accompagner la planification et la prise de décision pour une bonne gestion du secteur de l'énergie.

- La formation des utilisateurs.

La période de mise en œuvre est de 120 jours calendaires et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acquisition pour la mission sont disponibles sur le site internet suivant de la SONELEC : <https://soneleccomores.com/> ou

Sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

Le consultant doit être un bureau

indépendant, spécialisé en base de données du secteur de l'énergie.

Le bureau doit avoir une expérience avérée d'au moins dix (10) ans dans le secteur de l'énergie et une bonne maîtrise du Système d'Information Géographique (SIG).

La liste restreinte comprendra 8 firmes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont

sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 08h 00 à 16h30 heures, heure locale de Moroni.

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, par télécopieur ou par courriel) **au plus tard le 28 décembre 2023 à 14h30.**

Unité de Coordination du Projet

À l'attention de : Monsieur Djaanfar Abdourohamane, Coordinateur
Route de Salimani, Quartier Sahara
Moroni, Comores
Tél: +269 763 10 94 / 331 66 50
Courriel : info.paesc@gmail.com ou djaanfaree@yahoo.fr

MEETING DE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DES CANDIDATS DU PARTI ORANGE AVEC MONSIEUR KIKI

